

TPO: L'eau de Gaza pourrait cesser d'être potable d'ici 2016

JÉRUSALEM, 3 septembre 2012 (IRIN) - Dans la bande de Gaza, l'eau polluée affecte sérieusement la santé de la population et la situation semble empirer, ont averti les Nations Unies [dans un nouveau rapport](#).

Selon le rapport, la population de Gaza — qui se chiffre actuellement à environ 1,64 million d'habitants, mais qui croît rapidement et devrait compter 500 000 âmes de plus d'ici 2020 — pourrait bientôt perdre sa principale source d'eau douce. L'aquifère côtier pourrait en effet devenir inexploitable d'ici 2016 et les dommages pourraient être irréversibles d'ici 2020.

Selon Mahmud Daher, responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Gaza, la plupart des Gazaouis ne peuvent pas consommer plus de 70 à 90 litres d'eau par personne et par jour, soit une quantité inférieure aux 100 litres minimum recommandés par l'OMS.

« Nous sommes témoins de maladies respiratoires, cutanées et oculaires et de gastroentérites, qui peuvent toutes être liées à la pollution de l'eau », a dit Mohamed al-Kashef, directeur général du département de coopération internationale du ministère de la Santé gazaoui.

Selon un [rapport](#) du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) publié en 2010, les affections liées à l'eau représentent environ 26 pour cent des maladies à Gaza. Cependant, M. Daher veille à ne pas faire de rapprochements hâtifs. « Rien ne prouve que la situation actuelle en matière d'eau constitue un problème de santé publique majeur. Nous sommes cependant certains que les maladies virales et les parasites sont liés à la pollution de l'eau. »

Selon l'[UNICEF](#), la contamination par les nitrates de l'aquifère représenterait un danger pour les nourrissons et les femmes enceintes.

L'une des maladies infantiles liées à la pollution de l'eau est la méthémoglobinémie, ou « syndrome du bébé bleu », qui touche des nourrissons nés dans la bande de Gaza. La maladie serait causée par le taux élevé de nitrates dans les nappes phréatiques.

Selon Mahmud Daher, la diarrhée, qui est devenue très courante dans la bande de Gaza, serait liée aux mauvaises conditions d'hygiène dans les entreprises de désalinisation de l'eau. « Difficile de dire si le problème vient [seulement] de l'eau ou s'il peut y avoir d'autres origines », a-t-il ajouté.

Mesures correctives

« En l'absence de mesures correctives immédiates, les dommages infligés à l'aquifère côtier seront irréversibles », est-il écrit dans le rapport des Nations unies.

Chaque année, 160 millions de mètres cubes (m3) d'eau en moyenne sont prélevés dans l'aquifère alors que les précipitations et les eaux de ruissellement des collines d'Hébron ne l'alimentent qu'à hauteur de 50 à 60 millions de m3. La différence entre la quantité d'eau disponible et la consommation est donc considérable. Le niveau de la nappe phréatique est par conséquent en chute, permettant ainsi l'infiltration d'eau salée.

Par ailleurs, le rapport prévoit que la demande en eau atteigne 260 millions de m3 en 2020, soit une augmentation de 60 pour cent par rapport à aujourd'hui.

« Quand je donne une douche à ma fille, je dois la rincer une deuxième fois avec de l'eau en bouteille, car on peut littéralement sentir le sel collé sur sa peau », a dit Sami Abu Sultan, une travailleuse humanitaire de la bande de Gaza qui intervient dans des projets de purification de l'eau. « La plupart des gens estiment que l'eau que nous consommons n'est pas du tout salubre ».

Il semble en effet qu'ils aient raison : selon le rapport des Nations Unies, 90 pour cent de l'eau de l'aquifère n'est pas potable si elle n'est pas traitée.

Une eau polluée

« Ici, l'approvisionnement en eau pour la population ne remplit aucun des critères sanitaires qui existent dans le monde », a dit Mohamed al-Kashef à IRIN. « La pollution de l'eau entraîne de nombreuses maladies, notamment chez les enfants. »

L'une des sources de pollution est l'intrusion d'eau de mer dans l'aquifère, alors que 90 000 m3 d'eaux usées sont reversés dans la mer chaque année et que les engrais agricoles, lessivés par l'irrigation,

contaminent l'eau par les nitrates.

« Les Nations Unies sont optimistes lorsqu'elles estiment que 90 pour cent de l'eau est inutilisable. Je dirais plutôt 95 pour cent », a dit Munther Shoblak, directeur général de l'office des eaux des municipalités de la côte de Gaza (Coastal Municipalities Water Utility, CMWU).

M. Shoblak a ajouté que le niveau de nitrates atteignait 500 mg par litre dans certaines zones et 100 à 150 mg par litre en moyenne. La norme internationale recommande un niveau de nitrate inférieur à 50 mg.

Dans la bande de Gaza, **500 000 personnes** environ ne sont pas raccordées au réseau d'égouts et doivent donc utiliser des fosses d'aisance et des canaux d'écoulement à surface libre qui contaminent souvent l'environnement et polluent l'aquifère.

L'eau fournie par les réseaux municipaux étant polluée, environ **83 pour cent des foyers** achètent de l'eau dessalée, qui absorbe jusqu'au tiers du revenu des familles. Or, même cette eau n'est pas toujours suffisamment propre. Par ailleurs, ceux qui n'ont pas les moyens d'en acheter utilisent des puits privés ou agricoles, souvent contaminés et pollués.

Programmes de dessalement

Des efforts sont en cours pour améliorer la situation en dessalant de l'eau de mer, ce qui pourrait réduire la quantité d'eau puisée dans l'aquifère tout en fournissant une eau potable plus propre.

« Plusieurs solutions ont été adoptées », a dit M. Shoblak, du CMWU. « L'objectif à court terme est de dessaler 13 millions de [m³] d'eau d'ici 2015. La priorité sera donnée aux zones les plus vulnérables où la pollution est particulièrement élevée. À long terme, de grandes usines de dessalement devraient produire au moins 100 millions de [m³] d'eau par an avant 2020. »

Selon M. Shoblak, la Banque islamique de développement et l'Union européenne ont apporté une partie des fonds nécessaires pour atteindre le premier objectif. L'Union pour la Méditerranée participe à l'avancement du plan à long terme, a-t-il ajouté. L'organisation **prévoit** l'installation d'une usine de dessalement d'une capacité de 55 millions de m³ par an dans une première phase, puis de 110 millions de m³ dans une deuxième phase.

Pourtant, malgré les efforts visant à résoudre cette crise, une véritable solution est loin d'être atteinte. « Même en employant des mesures correctives pour mettre fin à l'extraction d'eau, il faudra des décennies avant que l'aquifère ne se rétablisse complètement », indique le rapport des Nations Unies.

ah/cb